

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 79

du 5 MARS 2026

abrogeant l'arrêté 2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter certaines prescriptions pour ses installations exploitées sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avoid

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 nommant M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter certaines prescriptions pour ses installations exploitées sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avoid ;
- Vu** les constatations réalisées lors de la visite du 10 février 2026 par l'inspection des installations classées et les documents présentés par l'exploitant ;
- Vu** le rapport du 24 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la visite du 10 février 2026 et les documents présentés par l'exploitant permettent de conclure que les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 sont respectées ou non applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter certaines prescriptions pour ses installations exploitées sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold est abrogé.

Article 2 :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jérôme Seguy